

Le plan de sauvetage de la BNS? «Une affaire en or pour UBS!»

AIDE. La grande banque se débarrasse de ses actifs illiquides et n'en paie même pas le prix en termes d'ingérence de l'Etat, selon Giuseppe Mirante, spécialiste des obligations convertibles.

Myret Zaki
Mercredi 5 novembre 2008

Giuseppe Mirante, gérant d'obligations convertibles chez IFP Fund Management, n'en revient pas. Pour lui, la transaction entre UBS et la Banque nationale suisse (BNS) est tout simplement «une affaire en or» pour la grande banque. Pendant ces trente mois, rappelle-t-il, non seulement UBS ne va pas financer la société qui va gérer ces actifs (c'est la BNS qui le fera au bout du compte), et donc ne détruira pas son ratio de capital réglementaire, mais la banque pourra évacuer l'intégralité de ses mauvais actifs, et ne plus encourir le risque de manque de liquidité ou de dépréciation sur ces actifs. En outre, une fois le prêt remboursé, qu'UBS paie au taux LIBOR+ 250 points de base, l'établissement pourra racheter le capital-actions de ce fonds à pratiquement la moitié de sa valeur. «Actuellement, il n'y a pas de marché pour ces actifs, souligne Giuseppe Mirante. Mais d'ici une année et demie à deux ans, il suffira que la moitié des actifs ne fasse pas défaut pour que la valeur du fonds soit multipliée par trois.»

..... PUBLICITE

..... PUBLICITE

Et surtout, UBS va participer à 50% de l'appréciation future, sans en prendre le risque entre-temps. La BNS, elle, participe aux autres 50% de cette manne, mais elle prend tous les risques du fonds. Le fait qu'UBS puisse engranger la moitié des gains représente une «aide monumentale», affirme le spécialiste. «Cela vaut 10 plans Paulson!» Giuseppe Mirante comprend le tollé que ce plan soulève au niveau politique: «Il serait presque dommage de ne pas demander des contreparties à UBS, financières ou non, même s'il est vrai que nous sommes tous heureux d'avoir pu ainsi éviter le pire.»

En outre, le prêt de 6 milliards consenti par la Confédération à UBS n'en fait pas un actionnaire à part entière pour le moment, car elle n'a pas le droit de vote. En contrepartie, la Confédération reçoit d'UBS un coupon annuel de 12,5%. Ce taux est-il réellement pénalisant pour la grande banque? «Non, il vient compenser la rapidité d'accès à des capitaux frais, alors que sur le marché des capitaux, UBS ne pourrait de toute façon pas espérer, pour le moment, se financer à bien meilleur compte.» Même si la Confédération devient actionnaire, avec 9,3% du capital, elle n'aura pas son mot à dire sur des questions qui défrayent la chronique comme sa politique de bonus, selon Giuseppe Mirante: «Ce plan, conclut-il, s'il passe à l'assemblée générale, fera d'UBS la banque la plus sûre au monde.»